

Questions au Feuilleton

Année d'exercice	Montant (milliers de dollars)
1974-1975	\$ 34,448
1975-1976	\$ 56,415
1976-1977	\$ 46,831
1977-1978	\$ 48,941
1978-1979	\$ 39,037
1979-1980	\$ 20,539
2.	\$246,211.

Nota: Ce total comprend les sommes consacrées aux routes et aux ponts, mais non les dépenses relatives à la location et à la location avec option d'achat.

En ce qui concerne la Commission de la Capitale nationale:

1. Au cours de chacune des six dernières années d'exercice, les montants suivants ont été dépensés pour la construction et l'entretien de biens et immeubles du gouvernement dans la région de Hull (Québec):

Année d'exercice	Montant
1974-1975	\$ 3,738,367
1975-1976	\$ 4,569,625
1976-1977	\$ 5,471,095
1977-1978	\$ 6,169,983
1978-1979	\$ 7,006,486
1979-1980	\$ 6,210,970
2.	\$33,166,526.

LES TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL

Question n° 238—M. Herbert:

1. Quel est le pourcentage des salariés employés à mi-temps?
2. Combien d'entre eux ont accumulé un total d'heures de travail insuffisant pour leur donner droit à l'assurance-chômage?

M. Dennis Dawson (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration): 1. En 1979, selon Statistique Canada, les travailleurs à temps partiel comptaient pour 12.6 p. 100 des actifs. Statistique Canada entend par travailleur à temps partiel quelqu'un qui travaille habituellement moins de 30 heures par semaine et qui ne se considère pas comme un employé à plein temps.

2. On estime à 130,000 le nombre de travailleurs à temps partiel qui n'ont pu, en vertu des règlements actuels, avoir droit aux prestations en 1979.

JUSTICE—LES CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS

Question n° 542—M. Orlikow:

1. Durant l'année financière 1978-1979, quels contrats de services professionnels ont été accordés pour l'étude, l'examen et l'analyse a) des politiques, des programmes ou des analyses d'information présents ou futurs, et notamment de leur efficacité, b) de l'administration ou des activités internes du ministère de la Justice?

2. Quels étaient le montant et le nom du bénéficiaire de chacun des contrats?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): 1. a) et 2. Voir ci-après. b) Aucun.

Bénéficiaire	Services	Versements 1978-1979 \$	Solde \$
Maureen K. Saltman	Étude sur la possibilité de rationaliser le nombre de tribunaux quasi-judiciaires du gouvernement fédéral ainsi que leurs fonctions pour pouvoir réduire le nombre et les frais d'exploitation de ces tribunaux sans nuire à leur fonctionnement.	13,086	38,086
Edmund John Clark	Diriger un projet au palais de justice de Vancouver, C.-B., pour expérimenter certaines propositions de la Commission de réforme du droit du Canada dans le domaine de la procédure avant procès mais seulement dans des poursuites engagées par le fédéral.	18,023	34,417
Warren Standerwick		36,000	72,200
Lois Jeanne Vicens		12,000	25,200
Sharon Card	Application d'une formule d'évaluation pour les projets de déjudiciarisation du ministère.	21,000	49,175
Hope MacLean	Conception d'une formule d'évaluation pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones.	4,050	16,387
	Mise à l'essai, dans deux districts judiciaires, de la formule d'évaluation du Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones. Présentation d'un rapport sur les résultats; recommandation des modifications à apporter à la formule d'évaluation.	13,204	48,929
	Consultation sur le rapport d'évaluation et sur la mise en œuvre de modifications au Programme d'accession des autochtones aux études de droit.	3,250	3,250
Ray Corrado	Recherche préliminaire sur la mise au point d'une méthode d'évaluation de la prestation de services d'aide juridique dans le cadre des programmes «judicare» et public «defender».	18,415	18,415
Margaret Ruth Canshorn	Évaluation, avec rapport, des projets où des services juridiques sont fournis à des malades mentaux dans les institutions où ils se trouvent.	4,150	4,150
Fiore Sicoly	Préparation et supervision de la mise en œuvre d'une formule d'évaluation pour les projets d'unification des tribunaux de la famille (Phase II).	12,283	12,283
Marilyn MacCrimmon	Conception et exécution de l'évaluation du Projet de communication de la preuve avant le procès. (Vancouver)	600	600
Aidan R. Vining		500	500
Frank Maunula	Conception d'une méthode de recherche qui pourrait être utilisée pour évaluer le Service d'aide juridique de Thunder Bay.	4,412	4,412
Marie-Diane Rousseau	Conception et exécution de l'évaluation du Service d'aide juridique de Pointe St. Charles.	10,030	18,330
Conseil de la Planification sociale de Winnipeg	Conception d'une méthode de recherche qui pourrait être utilisée pour évaluer les conséquences des «honoraires payables par le client» qui a recours aux services d'aide juridique. (Manitoba)	6,500	6,500
Université de la Colombie-Britannique	Mise en œuvre d'une formule d'évaluation conçue pour évaluer le rapport coût-service des services d'aide juridique dans le cadre des programmes «judicare» et public «defender».	24,000	262,743